

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

## ETATS FINANCIERS PUBLIABLES

### Bilan (en euros)

Bilan actif (en €)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales, CCP	167 239 627,70	131 428 309,53
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédit	220 096 849,61	267 378 494,53
Opérations avec la clientèle	239 644 780,46	222 764 017,75
Obligations et autres titres de revenu fixe	129 638 354,40	125 530 084,08
Obligations et autres titres de revenu variable	-	7 800,00
Participations et autres titres détenus à long terme	367 299,03	323 197,45
Parts dans les entreprises liées	-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	1 920 797,31	2 143 512,90
Immobilisations corporelles	32 293 831,75	31 317 614,75
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs	658 530,51	3 825 015,27
Comptes de régularisation	2 757 075,01	86 185,80
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>794 617 145,78</b>	<b>784 804 232,06</b>

Bilan passif (en €)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	25 000 000,00	-
Opérations avec la clientèle	169 339 518,91	147 392 104,70
Dettes représentées par un titre	484 355 397,11	523 160 955,17
Autres passifs	2 653 481,52	2 341 750,90
Comptes de régularisation	394 060,74	751 841,85
Provisions pour risques et charges	61 816,00	1 365 348,49
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	2 000 000,00	2 000 000,00
<b>Capitaux propres hors F.R.B.G.</b>	<b>110 812 871,50</b>	<b>107 792 230,95</b>
Capital souscrit	47 000 000,00	47 000 000,00
Primes d'émission	-	-
Réserves	20 023 254,00	18 304 078,54
Ecart de réévaluation	40 118 976,95	40 118 976,95
Provisions réglementées et sub. d'investissement	-	-
Report à nouveau (+ / -)	-	-
Résultat de l'exercice (+ / -)	3 670 640,55	2 369 175,46
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>794 617 145,78</b>	<b>784 804 232,06</b>

## Hors bilan (en euros)

Hors Bilan (en €)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	-	-
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements sur titres	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>211 345 732,46</b>	<b>201 920 947,52</b>
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	211 345 732,46	201 920 947,52
Engagements sur titres	-	-
<b>Total</b>	<b>211 345 732,46</b>	<b>201 920 947,52</b>

## Compte de résultat (en euros)

Compte de résultat (en €)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	39 422 167,11	31 778 103,85
- Intérêts et charges assimilées	- 24 285 836,83	- 18 453 820,05
+ Revenus des titres à revenu variable	-	-
+ Commissions (produits)	6 241 808,35	5 171 469,41
- Commissions (charges)	- 220 777,41	- 202 704,55
+/- Gains/pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-	-
+/- Gains/pertes sur opérations des portefeuilles de placement	-	-
+ Autres produits d'exploitation	5 392 344,80	4 934 108,56
- Autres charges d'exploitation	- 183 604,76	- 153 122,03
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>26 366 101,26</b>	<b>23 074 035,19</b>
- Charges générales d'exploitation	- 17 870 590,36	- 16 826 700,05
- Dotations amortissements et dépréciations sur immobilisations	- 2 802 494,67	- 3 003 874,62
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>5 693 016,23</b>	<b>3 243 460,52</b>
+/- Coût du risque	- 678 418,68	1 143 933,47
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5 014 597,55</b>	<b>4 387 393,99</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>5 014 597,55</b>	<b>4 387 393,99</b>
+/- Résultat exceptionnel	-	888 837,47
- Impôt sur les bénéfices	- 1 343 957,00	- 907 056,00
+/- Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	-	- 2 000 000,00
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>3 670 640,55</b>	<b>2 369 175,46</b>

# ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024

---

## 1. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels du Crédit Municipal de Paris (CMP) sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions applicables aux banques, telles que définies par l'Autorité des normes comptables, notamment le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 modifié par le règlement ANC n°2020-10 du 22 décembre 2020 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit.

### 1.1. Généralités

Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe d'indépendance des exercices.

Les postes de l'actif qui font l'objet d'amortissements ou de dépréciations sont présentés pour leur valeur nette.

Les intérêts courus non échus, à recevoir ou à payer, sont regroupés avec les poste d'actif ou de passif auxquels ils se rapportent. Ils sont calculés au *pro rata temporis* jusqu'à la date d'arrêté et sont comptabilisés dans le compte de résultat par la contrepartie d'un compte rattaché au bilan.

### 1.2. Comparabilité des comptes

Deux changements de présentation sont mis en œuvre dans le compte de résultat 2024.

La mise en œuvre d'une régie à l'Hôtel des ventes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, permet au CMP de percevoir directement les produits des ventes aux enchères. Au-delà d'un changement d'organisation et de système d'information, ce nouveau mode de fonctionnement entraîne des changements de présentation du compte de résultat.

En effet, les commissions sur adjudications réglées par les acheteurs sont comptabilisées au PNB, sans déduction des honoraires dus aux Commissaires de justice pour leur prestation d'organisation et de tenue des ventes, dorénavant comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Pour permettre une comparaison pertinente des exercices 2023 et 2024, un commentaire est apporté aux postes concernés : voir note 5.A sur le compte de résultat et R.B sur les charges générales d'exploitation.

De plus, certaines opérations comptabilisées en résultat exceptionnel conformément au plan de compte des Caisses de crédit municipal sont dorénavant comptabilisées selon leur nature, en PNB ou en coût du risque.

### 1.3. Principes par catégories

#### 1.3.1. Opérations avec la clientèle : spécificité du prêt sur gage

Les articles D.514-1 et suivants du code monétaire et financier définissent le régime de l'activité du Crédit Municipal de Paris (CMP) qui consiste, essentiellement, à consentir aux personnes physiques des prêts en contrepartie du dépôt temporaire d'un bien mobilier corporel, dont la valeur est préalablement appréciée par des commissaires de justice<sup>1</sup>, officiers publics et ministériels, dûment habilités à exercer cette activité pour le compte du CMP. L'emprunteur reste propriétaire de l'objet, le CMP n'en n'étant que le dépositaire en ses murs.

Le montant prêté évolue entre 50 % et 70 % de l'évaluation réalisée par les commissaires de justice, en fonction de la nature de l'objet gagé et de son état. Le CMP a cependant la possibilité d'octroyer un prêt d'un montant excédant l'appréciation des commissaires de justice, dans certaines limites prévues au Code monétaire et financier.

Le prêt est accordé pour une durée d'un an renouvelable. L'emprunteur peut reprendre son bien à tout moment en s'acquittant du remboursement du capital emprunté, des intérêts et des frais échus correspondants.

A l'échéance, le contrat peut être renouvelé sous réserve du paiement des intérêts et frais échus. Dans ce cas, un nouveau contrat d'une durée d'un an est établi.

En cas de non remboursement du prêt, le Crédit Municipal de Paris est autorisé à mettre les objets en vente aux enchères publiques, le produit de la vente étant alors affecté au remboursement du CMP et à la couverture de ses frais. Si le produit de la vente est supérieur aux sommes dues, l'excédent, appelé « boni » est reversé à l'emprunteur qui dispose de deux ans pour en demander le remboursement. A l'expiration de ce délai, ces sommes sont définitivement acquises à l'établissement, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Les commissaires de justice apportent leur garantie à l'établissement : lorsqu'il est procédé à la vente du gage et que le produit de la vente ne suffit pas à désintéresser l'établissement des sommes qui lui sont dues, les commissaires de justice remboursent la différence au CMP dans les limites de leur estimation initiale.

Dans les cas où le CMP a consenti un prêt d'un montant supérieur à celui garanti par les commissaires de justice, et que le montant de la vente s'avère inférieur au prêt consenti mais supérieur au montant garanti par les commissaires de justice, la perte financière qui en résulte est à la charge du Crédit Municipal de Paris.

##### 1.3.1.1. Traitement du risque de crédit

Les opérations avec la clientèle sont composées :

- à l'actif, des crédits à la clientèle présentés à leur valeur de capital restant dû, majorés le cas échéant des intérêts courus calculés à la date de clôture, et net des dépréciations constituées au titre du risque de crédit ;

---

<sup>1</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023, la profession de commissaire de justice résulte de la fusion de deux métiers : huissier de justice et commissaire-priseur judiciaire.

- au passif, les autres sommes dues sont corrélées aux encours de crédits et représentent les fonds reçus des clients, en attente d'identification et d'imputation sur les contrats, et les plus-values dégagées lors de la vente aux enchères des biens mis en gage (appelées « boni ») et revenant aux clients.

Pour le traitement du risque de crédit, CMP applique le règlement ANC 2014-07 homologué par arrêté du 26 novembre 2014, modifié par le règlement ANC n°2020-10 du 22 décembre 2020, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit.

#### **1.3.1.2. Classification des encours de crédits à la clientèle**

Les encours de crédit sont classés en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne perçoive pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, indépendamment de l'existence de garantie ou de caution.

Les créances douteuses compromises sont des créances dont le recouvrement est irrémédiablement compromis (voir 1.3.1.5).

Les intérêts de retard sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Ces dépréciations sont enregistrées en neutralisation des intérêts au niveau du Produit Net Bancaire.

En application de l'article L.711-5 du code de la consommation, les contrats de prêts sur gage sont exclus du dispositif de traitement des situations de surendettement. En conséquence, il n'existe pas de créances restructurées dans les comptes de l'établissement. Par ailleurs, les dettes issues de prêts sur gage ne peuvent être effacées par application des mesures prévues au 2° de l'article L.733-7 et suivants du même code.

#### **1.3.1.3. Segmentation des encours**

Compte tenu des spécificités du contrat de prêt sur gage, il n'est pas procédé à une segmentation de l'encours de crédits. Il n'est pas fait usage de système de notation interne.

#### **1.3.1.4. Prise en compte des instruments de réduction des risques**

Compte tenu des spécificités du contrat de prêt sur gage, le CMP ne fait pas usage de dérivés de crédits ou de sûretés financières.

#### **1.3.1.5. Dépréciation des encours douteux et douteux compromis**

Les prêts sur gage sont déclassés et dépréciés lorsqu'il existe un impayé depuis trois mois au moins ou lorsqu'il existe un statut de gestion particulier entraînant un risque de non-recouvrement de la créance.

Les prêts sur gage impayés depuis trois mois au moins à compter de la date d'échéance du prêt sont systématiquement déclassés en encours douteux et dépréciés selon les règles suivantes :

- Capital : dépréciation sur la base d'un taux statistique fondé sur les pertes réelles constatées sur les gages mis en vente ;

- Intérêts échus, intérêts dûs courus non échus, intérêts de retard, droits de garde échus et droits de garde dûs courus non échus : provisionnement forfaitaire à 100 %.

Le calcul du taux statistique de provisionnement est fondé sur les pertes réellement observées à l'issue de la mise en vente des gages, après déduction de la part prise en charge par les commissaires de justice au titre de leur garantie.

Les prêts sur gage impayés depuis trois mois au moins et présentant un statut de gestion particulier entraînant un risque de non-recouvrement total de la créance sont déclassés en encours douteux compromis et dépréciés à hauteur de 100 % du capital des prêts concernés. Cette catégorie de créances douteuses recouvre différentes situations :

- Gages pour lesquels la garantie des commissaires de justice ne peut plus être activée ;
- Gages représentés par des contrefaçons pour lesquelles la garantie des commissaires de justice devrait être activée sous réserve de non contestation de leur mise en cause ;
- Gages faisant l'objet de réquisitions judiciaires dont certains ont été saisis par l'autorité judiciaire et ne sont plus déposés dans les magasins de l'établissement.

Les factures non réglées de l'activité CC ART (location d'espaces pour le stockage d'œuvres d'art ou de bouteilles de vin) sont déclassées en encours douteux compromis et provisionnées intégralement dès lors qu'un impayé de trois mois au moins est constaté.

Les créances douteuses se rapportant aux débiteurs divers concernent des sommes dues en attente de règlement ou des trop-perçus en attente de remboursement. Ces créances sont déclassées et intégralement provisionnées dès lors que le recouvrement apparaît compromis.

#### **1.3.1.6. Présentation dans le compte de résultat**

La charge nette de l'exercice au titre des risques, hors dépréciations sur intérêts, figure au compte de résultat sous la rubrique « Coût du risque » ; elle est constituée des dotations et de la part des créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations, diminuées des reprises aux comptes de dépréciations.

#### **1.3.2. Comptes épargne souscrits par des particuliers**

Les intérêts des comptes sur livret sont liquidés en fin d'année, sauf lors de la clôture du compte où ils sont arrêtés au *prorata temporis* de l'année en cours.

Les intérêts des comptes à terme sont versés à l'échéance, sauf en cas de clôture anticipée où ils sont versés au *prorata temporis* de la durée du contrat.

Les intérêts courus non échus des comptes sur livret et comptes à terme sont calculés *au prorata temporis* jusqu'à la date d'arrêt et comptabilisés au compte de résultat par la contrepartie d'un compte rattaché au bilan.

### 1.3.3. Opérations sur titres

Sont considérées comme titres de transaction, les interventions sur titres effectuées dès l'origine avec l'intention de les vendre au plus tard au terme d'une durée de détention de six mois. Au 31.12.2024, le Crédit Municipal de Paris ne détient aucun actif relevant de cette catégorie.

Sont considérés comme titres de placement, les titres (actions ou obligations) acquis en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. A la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation des titres. Les moins-values sont constatées par voie de provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Au 31.12.2024, le Crédit Municipal de Paris ne détient aucun actif relevant de cette catégorie.

Sont considérés comme titres d'investissement, les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable.

Au 31.12.2024, le Crédit Municipal de Paris détient des titres d'investissement pour une valeur nette comptable de 129,6 M€.

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise.

Au 31.12.2024, le Crédit Municipal de Paris détient des titres de participation auprès d'organismes à vocation solidaire pour une valeur nette de 151 K€.

### 1.3.4. Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014 modifié par le règlement ANC n°2020-10 du 22 décembre 2020.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme, destinés à gérer le risque global de taux, sont inscrits *pro rata temporis* dans le compte de résultat à la rubrique « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

À la clôture de l'exercice, les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à des éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

Pour se prémunir d'une éventuelle baisse du cours de l'or, situé à un niveau actuellement très élevé, le CMP met en place un instrument de couverture adossé à l'encours du prêt sur gage. Cette opération, d'une durée inférieure à 12 mois, est mise en place en début d'exercice. Le gain ou la perte constaté à l'échéance de l'opération est comptabilisé en produit ou charge sur opération de hors bilan.

Au 31.12.2024, le CMP ne détient aucune position ouverte de couverture.

### 1.3.5. Immobilisations incorporelles et corporelles

L'établissement applique le règlement n°2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014 modifié par le règlement ANC n°2020-10 du 22 décembre 2020, relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Sur la base des éléments analysés, seul l'immeuble a été identifié et valorisé par composants. Les acquisitions de l'exercice liées à cet immeuble sont ventilées selon les mêmes composants.

Les durées d'amortissement appliquées depuis l'exercice 2020 sont les suivantes :

<b>Nature des immobilisations</b>		
Frais de développement et logiciels	5 ans	Linéaire
Matériel et mobilier de bureau	3, 5 et 10 ans	Linéaire
Agencements et installations	10, 15, 20 et 25 ans	Linéaire
Réévaluation de l'immeuble	50 ans	Linéaire

### 1.3.6. Réévaluation

Le CMP est propriétaire d'immeubles d'exploitation situés dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. En 1988, la valeur des biens immobiliers a été actualisée pour un montant total de 40 M€ inscrit au compte « réserves libres de réévaluation », avec un différé d'impôt d'une durée de 44 ans.

L'amortissement annuel correspondant est réintégré dans le calcul du résultat fiscal de l'exercice.

### 1.3.7. Engagements relatifs aux retraites et comptes épargne temps

Les congés payés et RTT doivent être posés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 de décembre de l'année en cours. Le Crédit Municipal de Paris comptabilise une provision constituée des droits détenus par le personnel dans les comptes épargne temps (CET).

Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucun provisionnement et ne donnent pas lieu à l'enregistrement d'engagement hors bilan. Le CMP ne gère aucun régime à prestations définies et ne participe pas à des régimes de retraite par capitalisation.

En revanche, l'employeur cotise régulièrement aux régimes de retraite selon le statut des agents concernés (pension civile Etat, CNRACL, URSSAF).

### 1.3.8. Participation et intéressement

Le Crédit Municipal de Paris n'a aucun régime de participation des salariés aux bénéfices. Il n'existe pas d'accord sur l'intéressement, ni aucune indemnité de fin de carrière au sein du Crédit Municipal de Paris.

Les primes de médailles du travail ne font pas l'objet de provisions, l'établissement adhérent au Comité national d'action sociale (CNAS), association au service des agents de la Fonction publique territoriale.

### 1.3.9. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constatée dès lors qu'une sortie de ressources est probable, nettement précisée quant à son objet mais dont l'échéance ou le montant ne sont pas connus de façon précise à date d'arrêt.

Le montant de la provision déjà constituée est revu annuellement et est maintenue, dotée, reprise partiellement ou totalement en fonction de l'évolution du risque ou de la charge.

**1.3.10. Informations sur les transactions entre les parties liées**

En application du règlement de l'ANC 2014-07 modifié par le règlement ANC 2020-10, l'ensemble des opérations avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

**2. Evènements postérieurs à la clôture des comptes**

Il n'y a pas eu d'évènement significatif postérieur à la clôture des comptes au 31 décembre 2024.

### 3. Notes sur le bilan

#### A. Créances sur les établissements de crédits

Nature des créances (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires	1 909	77 536
Comptes et prêts à terme	212 000	186 000
Créances rattachées	6 188	3 842
Prêts subordonnés à terme	-	-
Créances rattachées	-	-
<b>Total</b>	<b>220 097</b>	<b>267 378</b>

Au cours de l'année 2024, le CMP a augmenté et diversifié ses supports de placement. Au 31.12.2024, les dépôts en comptes sur livret ou comptes à terme ont diminué de 19 % (soit 49 M€) par rapport à fin 2023. Les comptes sur livret représentent moins d'1 % des fonds détenus en comptes ordinaires.

#### REPARTITION SELON LA DUREE RESTANT A COURIR

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Comptes et prêts à terme (en K€)	2 000	-	78 000	29 000	103 000	-

#### B. Emplois de la clientèle

##### INVENTAIRE (MONTANT NET DE PROVISIONS)

Nature des encours (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts sur gage	225 985	208 539
Valeurs non imputées	-	-
Créances douteuses	3 677	4 594
Créances rattachées	9 983	9 632
<b>Total</b>	<b>239 645</b>	<b>222 764</b>

L'encours brut des prêts sur gage a progressé de 17 M€ (+ 8 %) du 31.12.2023 (213 M€) au 31.12.2024 (230 M€).

## ÉTAT DES DEPRECIATIONS SUR CREANCES DOUTEUSES

Nature des encours (en K€)	Encours bruts 31/12/2024	Dépréciations 31/12/2024	Encours net 31/12/2024	Encours net 31/12/2023
Encours douteux (déclassement par contagion)	2 317	-	2 317	1 544
Encours douteux	1 367	7	1 360	3 050
Encours douteux compromis	51	51	-	-
Encours dégagements gratuits	312	312	-	-
Créances rattachées	328	328	-	-
<b>Total</b>	<b>4 375</b>	<b>698</b>	<b>3 677</b>	<b>4 594</b>

Le total des encours douteux net diminue de 20 % entre 2023 et 2024 : 3 677 K€ au 31.12.2024 contre 4 594 K€ au 31.12.2023.

Le risque de non-recouvrement est mesuré à partir de l'observation des pertes effectivement enregistrées sur les gages mis en vente au cours de l'exercice courant et des trois exercices antérieurs. En conséquence, le taux de dépréciation est calculé par le rapport entre les pertes effectivement constatées ramenées au montant de l'encours de prêts sur gage douteux. A fin 2024, ce taux s'établit à 0,49 % contre 0,47 % fin 2023.

Une mesure d'annulation de dettes a été approuvée par le COS du 3 juillet 2024 et concerne les clients titulaires de contrats de prêt sur gage souscrits avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, d'un montant de 250 euros et moins. L'opération est valable du 30 septembre 2024 au 31 mars 2025.

Au 31 décembre 2024, les contrats dégagés au titre de cette mesure ont été comptabilisés en pertes. Les contrats éligibles et pouvant être dégagés jusqu'au 31 mars 2025 ont été intégralement dépréciés (capital et intérêts courus).

## REPARTITION DES CREDITS SAINS (HORS CREANCES RATTACHEES) SELON LA DUREE RESTANT A COURIR

Durée restant à courir	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 6 mois	6 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Encours (en K€)	12 475	32 035	54 993	125 265	1 217	-

**C. Obligations et autres titres de revenu fixe**

Nature des comptes (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
NEU CP émis	34 744	78 570
BMTN émis	24 016	-
NEU MTN émis	70 000	45 000
Titres donnés en pension	-	-
<b>Sous total</b>	<b>128 760</b>	<b>123 570</b>
Coupons NEU CP émis précomptés	-	-
Créances rattachées	879	1 960
<b>Total</b>	<b>129 638</b>	<b>125 530</b>

**REPARTITION SELON LA DUREE RESTANT A COURIR**

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
NEU CP (en K€)	-	19 838	9 841	-	5 065	-
NEU MTN (en K€)	-	-	-	-	70 000	-

**D. Obligations et autres titres de revenu variable**

En K€	Valeur brute 2024	Acquisitions de l'exercice	Cessions/amort. de l'exercice	Dépréciations de l'exercice	Valeur nette 2024	Valeur nette 2023
<b>Opérations sur titres</b>						
Obligations et titres cotés	-	-	-	-	-	8
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	-	-	<b>8</b>

Les obligations émises par le fonds de titrisation FCT FONCRED III, acquéreur du portefeuille résiduel de créances de l'ancienne filiale CMP Banque, absorbée en 2020 sont totalement amorties au 31.12.2024.

## E. Titres de participation

Ils se décomposent de la manière suivante :

En K€	Valeur brute 2024	Acquisitions de l'exercice	Cessions/amort. de l'exercice	Dépréciations de l'exercice	Valeur nette 2024	Valeur nette 2023
<b>Titres de participation</b>	<b>151</b>	-	-	-	<b>151</b>	<b>151</b>
Microfinance	25	-	-	-	25	25
ABC Microfinance	-	-	-	-	-	-
Don Boule de neige	20	-	-	-	20	20
Elogie SIEMP	6	-	-	-	6	6
Coopérative Carbone VDP-MGP	100	-	-	-	100	100
<b>Certificats d'associé</b>						
FGDR	172	44	-	-	216	172
<b>Total</b>	<b>323</b>	<b>44</b>	-	-	<b>367</b>	<b>323</b>

Le Crédit Municipal de Paris détient des titres de participation auprès d'organismes à vocation solidaire pour une valeur nette globale de 151 K€ et des certificats d'associés auprès du FGDR pour 216 K€.

L'établissement a également souscrit en 2022 des parts de la Coopérative Carbone de la Ville de Paris et de la Métropole du Grand Paris pour une valeur nette de 100 K€ dans le cadre de sa stratégie globale de réduction de son empreinte carbone.

## F. Immobilisations

Par convention, les cessions d'immobilisations de l'exercice sont présentées avec un signe négatif. Les immobilisations figurent au bilan pour leur prix d'acquisition historique.

Nature des immobilisations (en K€)	Valeur brute 2024	Acquisitions de l'exercice	Virements de poste à poste	Cession de l'exercice	Valeur brute 2023
Immobilisations incorporelles	6 138	142	262	-	5 734
Terrains et constructions	40 945	-	-	-	40 945
Autres immobilisations corporelles	41 722	1 083	868	-	39 774
Immobilisations hors exploitation	17	-	-	-	17
Immobilisations incorporelles en cours	180	236	-	262	206
Immobilisations corporelles en cours	1 791	2 097	-	868	562
<b>Total</b>	<b>90 793</b>	<b>3 558</b>	-	-	<b>87 238</b>

Le plan stratégique 2023-2025 du CMP inclut un ambitieux programme d'investissement de 16 M€ dont 12 M€ sont consacrés à des investissements immobiliers visant à rénover et réduire l'empreinte carbone des bâtiments d'exploitation situés au centre de Paris. Une enveloppe de 4 M€ est dédiée à l'accélération de la numérisation des services proposés par l'établissement.

Le CMP est propriétaire d'immeubles d'exploitation situés dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Les immobilisations correspondantes sont enregistrées par composants :

Nature des composants (en K€)	Durée d'amortissement	Valeur d'achat	Valeur nette 2024	Valeur nette 2023
Rénovation du bâtiment	20 ans	3 172	2 189	1 760
Travaux de sécurité	20 ans	2 706	733	545
Rénovation de la toiture	20 ans	1 500	381	444
Motorisation des accès	20 ans	191	576	101
Chauffage, climatisation, électricité	20 ans	721	217	221
Cabine EDF Groupe électrogène	20 ans	2 235	1 353	1 414
<b>Total</b>		<b>10 525</b>	<b>5 448</b>	<b>4 485</b>

## G. Amortissements

Nature des immobilisations (en K€)	Valeur brute 2024	Cessions de l'exercice	Amortissements de l'exercice	Valeur brute 2023
Immobilisations incorporelles	4 398		601	3 797
Terrains et constructions	24 838	-	673	24 165
Immobilisations hors exploitation	623	-	-	623
Autres immobilisations corporelles	26 721	-	1 529	25 192
<b>Total</b>	<b>56 579</b>	<b>-</b>	<b>2 802</b>	<b>53 778</b>

Les méthodes d'amortissement et les durées de vie estimées sont les suivantes :

### Nature des immobilisations

Frais de développement et logiciels	5 ans	Linéaire
Matériel et mobilier de bureau	3, 5 et 10 ans	Linéaire
Agencements et installations	10, 15, 20 et 25 ans	Linéaire
Réévaluation de l'immeuble	50 ans	Linéaire

## H. Comptes de régularisation et divers actifs

Nature des comptes (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes de règlement opérations s/titres	-	-
Débiteurs divers	659	3 825
Comptes de régularisation	2 757	86
Créances rattachées	-	-
<b>Total</b>	<b>3 416</b>	<b>4 241</b>

Le compte « Débiteurs divers » est composé pour l'essentiel de sommes en attente de règlement ou des trop-perçus en attente de remboursement de tiers.

Les comptes de régularisation sont composés pour l'essentiel des versements attendus des commissaires de justice pour les ventes aux enchères réalisées en novembre et décembre 2024 (soit 2,5 M€). Ils comprennent également les effets remis à l'encaissement et en attente d'imputation.

### I. Dettes sur les établissements de crédit

Nature des créances (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et emprunts à terme	25 000	-
Créances rattachées	-	-
<b>Total</b>	<b>25 000</b>	<b>-</b>

Le Crédit Municipal de Paris détient 25M€ de dettes sur des établissements de crédit sous forme de comptes ou emprunts à terme.

REPARTITION SELON LA DUREE RESTANT A COURIR

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Comptes et emprunts à terme (en K€)	-	-	-	-	25 000	-

### J. Comptes créditeurs de la clientèle et autres dépôts de la clientèle

Nature des comptes (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse	-	-
Comptes à terme	64 713	43 608
Comptes sur Livret	99 167	99 336
Autres sommes dues	3 610	3 854
Dettes rattachées	1 849	593
<b>Total</b>	<b>169 340</b>	<b>147 391</b>

Au cours de l'année 2024, le total des fonds déposés par la clientèle en comptes à terme ou comptes sur livret a progressé de 20,9 M€, soit 164 M€ au total à fin 2024 pour 143 M€ au total à fin 2023.

Au 31.12.2024, les dépôts de la clientèle sont constitués de comptes sur livret pour 99,1 M€ et de comptes à terme pour 64,7 M€ d'une durée de 12, 18 ou 24 mois renouvelables.

Les autres sommes dues sont essentiellement composées des bonis (i.e. des plus-values dégagées lors de ventes aux enchères) à reverser aux clients ou en attente de prescription (voir 1.3.1.). Ils s'établissent à 3,6 M€ au 31.12.2024.

#### REPARTITION DES COMPTES A TERME SELON LA DUREE RESTANT A COURIR

Durée restant à courir	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 6 mois	6 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
Comptes à terme (en K€)	-	-	-	64 713	-	-

#### K. Dettes représentées par un titre

Nature des comptes (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
NEU CP	453 000	492 000
NEU MTN	35 000	35 000
Titres donnés en pension	-	-
<b>Sous total</b>	<b>488 000</b>	<b>527 000</b>
Coupons NEU CP précomptés	- 7 540	- 8 851
Dettes rattachées	3 896	5 011
<b>Total</b>	<b>484 355</b>	<b>523 160</b>

Le montant global du refinancement du Crédit Municipal de Paris a diminué de 39 M€ (- 7 %) entre 2024 (488 M€) et 2023 (527 M€), cette baisse s'explique en partie par l'accroissement de l'encours des comptes à terme client ce qui a pour effet de diminuer le besoin en ressources collectées auprès des marchés financiers (voir note B – Emplois de la clientèle).

#### REPARTITION DES RESSOURCES (HORS DETTES RATTACHEES) SELON LA DUREE RESTANT A COURIR

Durée restant à courir	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 6 mois	6 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans
NEU CP (en K€)	100 000	163 000	108 000	82 000	-	-
NEU MTN (en K€)	-	35 000	-	-	-	-

#### L. Comptes de régularisation et autres passifs

Nature des comptes (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Créditeurs divers	2 653	2 342
Comptes de régularisation	394	752
<b>Total</b>	<b>3 048</b>	<b>2 875</b>

Le poste créditeurs divers enregistre essentiellement les charges à payer aux fournisseurs (1,4 M€), les contributions à reverser aux organismes sociaux et fiscaux (0,8 M€) et les cautions des locataires et des clients de l'activité de conservation CCART (0,3 M€).

Les comptes de régularisation comportent, notamment, les provisions constituées pour les comptes épargne temps des collaborateurs (0,3 M€) et les intérêts des livrets solidaires donnés par les épargnants, en attente de reversement aux associations partenaires (0,1 M€).

### M. Provisions pour risques et charges

Nature des provisions (en K€)	Valeur nette 2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Valeur nette 2023
Provisions pour pertes et charges	-	-	-	-
Provisions PRC ayant supportées l'IS	-	-	-	-
Provisions pour litiges	62	-	1 304	1 366
Provisions exceptionnelles PSG	-	-	-	-
Provisions pour gages douteux	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>62</b>	<b>-</b>	<b>1 304</b>	<b>1 366</b>

Au cours de l'exercice 2024, du fait du dénouement positif de certains contentieux, des reprises de provisions ont été comptabilisées à hauteur de 1,3 M€.

### N. Capitaux Propres

Capitaux propres (en K€)	31/12/2024	Incorporation réserves	Dividendes distribués	Versement associations	Affectation du résultat	31/12/2023
Dotation initiale	47 000	-	-	-	-	47 000
Report à nouveau	-	-	-	650	650	-
Réserves	20 031	-	-	-	1 719	18 312
Excédents capitalisés	5 273	-	-	-	884	4 389
Bonis capitalisés	14 758	-	-	-	835	13 923
Ecart de réévaluation	40 119	-	-	-	-	40 119
Plus ou moins value sur cession	- 8	-	-	-	-	- 8
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-
<b>Sous total</b>	<b>107 142</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>650</b>	<b>2 369</b>	<b>105 423</b>
Résultat de l'exercice avant affectation et distribution	3 671	-	-	-	-	2 369
<b>Total</b>	<b>110 813</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>650</b>	<b>2 369</b>	<b>107 793</b>

Le bénéfice de l'exercice 2023 de 2 369 175,46 € a été imputé sur les réserves capitalisées pour 1 719 175,46 € et en report à nouveau pour 650 000 €, distribués aux associations partenaires du Crédit Municipal de Paris.

## 4. Notes sur le Hors Bilan

### A. Opérations sur swap

Le Crédit Municipal de Paris ne détient pas de swap.

### B. Engagements donnés et reçus

Hors Bilan (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	-	-
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements sur titres	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>211 346</b>	<b>201 921</b>
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	211 346	201 921
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
<b>Total</b>	<b>211 346</b>	<b>201 921</b>

Les engagements figurant en hors bilan concernent exclusivement les garanties reçues des Commissaires de justice dans le cadre de l'activité de prêt sur gage et représentent 50 % de la valeur estimée des biens auxquels sont ajoutés les intérêts courus des prêts. L'estimation des objets mis en gage s'établit à 382 M€ au 31 décembre 2024.

## 5. Notes sur le Compte de Résultat

### A. Produit net bancaire

Produit Net Bancaire (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
+ Produits des opérations de trésorerie et interbancaires	15 038	11 109
+ Produits des opérations sur titres	5 668	5 345
+ Produits des opérations avec la clientèle	20 797	17 214
Intérêts	18 716	15 324
Commissions	2 081	1 890
+ Produits des opérations du hors bilan	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 202	3 281
- Charges sur opérations interbancaires	-	-
- Charges sur opérations financières	- 19 475	- 15 968
- Charges sur opérations avec la clientèle	- 4 325	- 2 457
- Charges sur opérations du hors bilan	- 486	- 29
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 405	- 356
+ Autres produits d'exploitation	5 352	4 934
- Autres charges d'exploitation	-	-
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>26 366</b>	<b>23 074</b>

Les produits des opérations de trésorerie et interbancaires, 15,03 M€ en 2024, sont constitués des intérêts sur les fonds déposés par le CMP en comptes sur livret ou compte à terme et des intérêts produits par les réserves obligatoires détenues à la Banque de France.

Les produits des opérations sur titres, 5,6 M€ en 2024, représentent les intérêts du portefeuille de placement constitué en titres.

Les produits des opérations avec la clientèle, 20,7 M€ en 2024, sont composés des intérêts et commissions des contrats de prêts sur gage.

Les autres produits d'exploitation bancaire, 4,2 M€ en 2024, sont constitués des commissions perçues pour la vente aux enchères des objets gagés. La mise en œuvre de la régie Hôtel des ventes sur l'exercice 2023 aurait augmenté les commissions perçues de 622 K€.

Les charges financières représentent les intérêts des titres acquis par l'établissement en vue de son refinancement et s'établissent à 19,4 M€ en 2024.

Les charges sur opérations avec la clientèle, 4,3 M€ en 2024, sont composées des intérêts des supports de placement proposés à la clientèle : comptes sur livret et comptes à terme.

Les charges sur opérations de hors bilan, 486 K€ en 2024, sont constitués des intérêts de l'instrument de couverture or adossé à l'encours de prêt sur gage.

Les autres charges d'exploitation bancaire, 405 K€ en 2024, représentent les commissions réglées sur les opérations de placement ou de refinancement.

### *Détail des autres produits d'exploitation*

Autres produits d'exploitation (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Locations d'immeubles	2 457	2 509
Produits de l'activité de conservation	633	577
Bonis prescrits	1 093	1 129
Autres produits	1 209	720
<b>Total</b>	<b>5 392</b>	<b>4 934</b>

Les redevances perçues sur les surfaces des immeubles d'exploitation mises en location représentent 2,4 M€ en 2024. Les produits de l'activité CC ART (location d'espaces de stockage pour la conservation d'objets de valeur) s'établissent à 0,6 M€ en 2024. Les bonis dégagés par la vente aux enchères des objets gagés, non réclamés et arrivés à prescription s'élèvent à 1,09 M€ à fin 2024.

Les autres produits, 1,2 M€ au 31.12.2024 sont principalement constitués des refacturations de charges générales d'exploitation et de subventions reçues de partenaires pour l'activité de conseil et d'accompagnement budgétaire (DICF).

## **B. Charges générales d'exploitation**

Charges générales d'exploitation (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Charges de personnel</b>	<b>11 068</b>	<b>10 830</b>
Rémunération du personnel	7 169	7 129
Charges sociales	3 170	3 007
Charges fiscales	729	694
<b>Impôts et taxes</b>	<b>352</b>	<b>442</b>
<b>Services extérieurs</b>	<b>26</b>	<b>24</b>
Locations	16	17
Rémunération d'intermédiaires	-	-
Transports et déplacements	10	6
<b>Autres services extérieurs</b>	<b>6 424</b>	<b>5 532</b>
Entretien-Réparation-Fournitures	1 685	1 779
Honoraires extérieurs	2 084	1 207
Autres services extérieurs	2 655	2 546
<b>Total</b>	<b>17 870</b>	<b>16 827</b>

La mise en œuvre de la régie Hôtel des ventes sur l'exercice 2023 aurait augmenté le poste « honoraires extérieurs » de 786 K€.

### C. Coût du risque

Par convention, les postes du coût du risque en charges sont présentés en signe négatif.

Coût du risque (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Opérations avec la clientèle</b>	- 1 108	- 161
Dotations aux provisions sur créances douteuses	- 353	- 267
Reprises de provisions sur créances douteuses	462	123
Moins-value sur ventes de gages	- 70	- 17
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	- 565	-
Dégagements gratuits	- 582	
<b>Opérations sur titres</b>	-	87
Dotations aux provisions sur titres	-	
Reprises de provisions sur titres	-	87
<b>Autres opérations d'exploitation</b>	430	1 218
Dotations aux provisions d'exploitation	-	- 960
Reprises de provisions d'exploitation	430	2 178
Pertes sur créances irrécouvrables	- 2 700	
Indemnisation de la compagnie d'assurance	2 700	
<b>Total</b>	- 678	1 144

L'achèvement d'une procédure contentieuse ouverte de longue date a entraîné le versement d'une indemnisation de l'ordre de 2,7 M€, entièrement prise en charge par les assurances, et à effet nul, en conséquence, sur les comptes de l'établissement. En revanche, et l'inscription en non-valeur de créances irrécouvrables liées à l'affaire dégage une perte de – 289 K€ pour la partie non couverte par provisions.

Le coût du risque est principalement impacté, à hauteur de – 582 K€, par la mesure d'annulation de dettes bénéficiant aux clients titulaires d'un contrat de prêt sur gage souscrits avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour un montant de 250 € et moins, en vigueur du 30 septembre 2024 au 31 mars 2025.

## D. Synthèse des provisions

Synthèse des provisions (en K€)	Provisions 2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions 2023
Provisions établissement de crédit	-	-	-	-
Provisions clients	698	514	3 365	3 549
Provisions sur titres de placement	-	-	-	-
Provisions sur titres de participation	25	-	-	25
Provisions p/dépréciation d'actif immobilisé	-	-	-	-
Provisions débiteurs divers	1 517	152	179	1 545
Provisions pour risques et charges	61	-	1 304	1 365
<b>Total</b>	<b>2 302</b>	<b>665</b>	<b>4 848</b>	<b>6 484</b>

## E. Éléments exceptionnels

Nature des comptes (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Charges exceptionnelles</b>	-	<b>70</b>
Moins values sur cession actifs	-	-
Titres annulés sur exercices antérieurs	-	42
Indemnités pour gages détériorés	-	20
Autres pertes exceptionnelles	-	8
<b>Produits exceptionnels</b>	-	<b>959</b>
Mandats annulés sur exercices antérieurs	-	-
Recouvrements après admission non valeur	-	-
Produits exceptionnels divers	-	959
<b>Résultat exceptionnel</b>	-	<b>889</b>

Certaines opérations comptabilisées en résultat exceptionnel conformément au plan de compte des Caisses de crédit municipal sont dorénavant comptabilisées selon leur nature, en PNB ou en coût du risque.

## F. Fonds pour risques bancaires généraux

Nature des comptes (en K€)	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	31/12/2023
+/- Dotations ou reprises de FRBG	2 000	-	-	2 000
<b>Total</b>	<b>2 000</b>	-	-	<b>2 000</b>

Le fonds pour risques bancaires généraux est doté à hauteur de 2 M€ pour couvrir des risques non pris en charge actuellement par les compagnies d'assurances.

G. Régime fiscal

L’impôt sur les sociétés a été calculé au taux de 25 % pour l’ensemble du résultat fiscal ; le poste inclut également la contribution sociale sur les bénéfices à 3,30 %.

6. Autres Informations

A. Effectifs

Au 31.12.2024, l’effectif est de 153 personnes représentant 140 ETP.

B. Rémunérations

Aucun jeton de présence n’est alloué aux membres du Conseil d’orientation et de surveillance. La rémunération des dirigeants n’est pas mentionnée, cela revenant à fournir l’information concernant leur rémunération individuelle.

C. Honoraires des Commissaires aux comptes

Montant en € HT	KPMG	Grant Thornton	Total
Certification des comptes	68 429	63 762	132 191
Services autres que la certification des comptes	0	0	0
TOTAL	68 429	63 762	131 191

D. Proposition d’affectation des résultats

Il sera proposé d’affecter le résultat de l’exercice 2024 aux réserves à hauteur de 3 020 640,55 € et en report à nouveau pour un montant de 650 000 €.

E. Evènements postérieurs à la clôture des comptes

Le Crédit Municipal de Paris n’a pas d’exposition directe sur la Russie, l’Ukraine, la Biélorussie, Israël ou la Palestine, ni sur les matières premières affectées par les conflits et la crise macro-économique.

A la date d’arrêté des comptes 2024, il n’est pas fait état d’élément opérationnel ou financier qui remettrait en cause la continuité d’exploitation de l’établissement.

## 7. Filiales et Participations

### Informations financières (en K€)

Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur excède 1% du capital astreinte à la publication	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
<b>Filiales détenues à plus de 50%</b>				
Néant	-	-	-	-
<b>Participations détenues entre 10 et 50%</b>				
Néant	-	-	-	-

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations (en K€)	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus :				
. Brute	-	-	392	-
. Nette	-	-	367	-
Montant des prêts et avances accordés	-	-	-	-
Montants des prêts subordonnés	-	-	-	-
Montant des engagements et avals donnés	-	-	-	-
Montant des dividendes encaissés	-	-	-	-

Au 31.12.2024, le Crédit Municipal de Paris détient des titres de participation auprès d'organismes à vocation solidaire pour une valeur nette globale de 151 K€ ainsi que des parts de la Coopérative Carbone de la Ville de Paris et de la Métropole du Grand Paris pour une valeur nette de 100 K€.

Par ailleurs, la valeur nette des certificats d'associés du FGDR détenus par l'établissement s'établit à 216 K€.